



Lettre d'actualité de la QPC

n°3
Septembre
2024

Éditorial



Thomas Lyon-Caen,
Président de l'Ordre des avocats au
Conseil d'État et à la Cour de cassation

Les avocats aux Conseils et la QPC

« Parce qu'ils sont fondamentalement généralistes, parce qu'ils pratiquent au quotidien le contrôle de légalité et la confrontation des normes devant le juge du droit, les avocats aux Conseils ont toujours joué un rôle moteur dans le développement de la QPC »

[Lire l'article](#)

Dossier thématique

L'effet utile des décisions QPC du Conseil constitutionnel



Laurent Fabius, Président du Conseil constitutionnel

Dans le cadre de la QPC, la modulation des effets dans le temps des décisions d'inconstitutionnalité, une technique au service des droits et libertés que la Constitution garantit

Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi dans le cadre du contrôle *a priori*, une disposition déclarée inconstitutionnelle ne peut, conformément au premier alinéa de l'article 62 de la Constitution, « être promulguée ni mise en application ».

Lorsqu'il est saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), la question des effets d'une éventuelle déclaration d'inconstitutionnalité se pose en des termes différents. En effet, le Conseil constitutionnel se prononce alors, « à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction » [1], sur la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit d'une disposition législative déjà promulguée et qui est susceptible d'avoir produit des effets au moment où son inconstitutionnalité est constatée.

[Lire la suite...](#)

Les réserves dites « transitoires » du Conseil constitutionnel et la procédure pénale



Évelyne Bonis

Professeur à l'Université de Bordeaux, Institut des sciences criminelles et de la justice

[Lire l'article](#)

La responsabilité de l'État du fait des lois inconstitutionnelles, un recours encore sous-exploité



Théo Ducharme

Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ISJPS

[Lire l'article](#)

Premier podcast du Conseil constitutionnel sur la QPC



Le Conseil constitutionnel lance sa première collection de podcasts consacrée à la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), avec l'appui d'Amicus Radio, studio de production spécialisé dans les podcasts sur le droit et la justice.

L'ambition portée par le Conseil constitutionnel, à l'initiative du Président Fabius, de faire connaître la « question citoyenne » à un large public trouve ainsi une nouvelle déclinaison, dans le prolongement de la création du Portail QPC 360° en 2023.

[Lire la suite...](#)

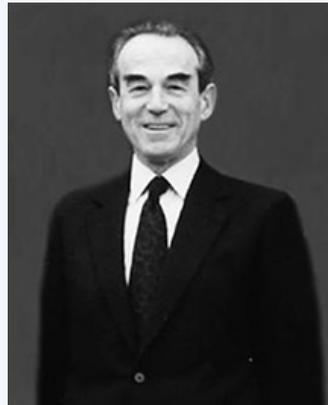
Hommage à Robert Badinter

La salle d'audience publique QPC prend le nom de Robert Badinter



Afin d'honorer la mémoire de Robert Badinter, qui présida le Conseil constitutionnel de 1986 à 1995, le Président Laurent Fabius et ses collègues membres du Conseil constitutionnel ont décidé de donner son nom à la salle au sein de laquelle, au Palais-Royal, se tiennent les audiences publiques.

Lui-même éminent avocat, le Président Badinter a milité dès la fin des années 1980 pour l'ouverture aux citoyens du droit de porter le débat de constitutionnalité devant le prétoire du Conseil constitutionnel. Jusqu'à ce que puisse, en 2008, être créée la procédure de la question prioritaire de constitutionnalité, il a poursuivi ce combat, qui lui apparaissait comme le complément nécessaire de celui qu'il avait précédemment conduit comme Garde des sceaux pour ouvrir la voie de la saisine par les justiciables de la Cour européenne des droits de l'homme. C'est en mémoire de l'attachement remarquable et constant qui fut le sien à l'œuvre de justice que le Conseil constitutionnel fait ainsi le choix de donner le nom du Président Badinter à cette salle, librement accessible au public et où les parties viennent chaque semaine débattre devant le Conseil assemblé du respect des droits et libertés que la Constitution garantit.



À relire, l'article de Robert Badinter « [Aux origines de la question prioritaire de constitutionnalité](#) », publié lors du 10^e anniversaire de la QPC.

Actualité du praticien

La dixième audience « hors les murs » à Toulouse

Le 13 mars 2024, le Conseil constitutionnel s'est déplacé à Toulouse pour y tenir une audience publique de QPC dans les locaux de la cour administrative d'appel.

Il s'agissait de la dixième audience « hors les murs » du Conseil constitutionnel, cinq ans après la première audience délocalisée organisée à la cour d'appel de Metz le 12 février 2019. Cette démarche se perpétue avec pour objectif de favoriser la connaissance de la QPC et plus largement de rapprocher le Conseil constitutionnel des citoyens.

Lors de son retour à Toulouse le 21 mars 2024, le Président Fabius a commenté devant de nombreux étudiants et enseignants-chercheurs de la faculté de droit les décisions n° 2023-1083 QPC et n° 2023-1084 QPC qui portaient sur les QPC examinées une semaine plus tôt. Cette intervention a été suivie d'un temps d'échange.



Patricia Pomonti, Ambassadrice de la QPC, à la rencontre des acteurs de la procédure



Dans le cadre de sa mission d'Ambassadrice de la question prioritaire de constitutionnalité auprès du Président du Conseil constitutionnel, Madame Patricia Pomonti a lancé des « journées de sensibilisation » à la QPC. Organisées avec le soutien des chefs de cour, des barreaux et de l'université, ces journées permettent un dialogue entre les acteurs de la QPC et sont l'occasion pour les participants de bénéficier d'une formation à la procédure. Quatre journées de sensibilisation à la QPC ont ainsi déjà eu lieu à Bordeaux le 28 mars, à Amiens le 7 juin, à Reims le 20 juin et à Angers le 1^{er} juillet.

[Lire la suite...](#)

Actualité de la doctrine



L'enseignement supérieur du droit constitutionnel

Bernard Beignier

Recteur de l'académie de Paris, de la région académique Ile-de-France et chancelier des universités de Paris et d'Ile-de-France

Didier Truchet,

Professeur émérite de l'Université Paris-Panthéon-Assas

Principalement délivré dans les facultés de droit depuis le célèbre cours de Pellegrino Rossi sous Louis-Philippe et considéré comme une matière fondamentale, l'enseignement supérieur du droit constitutionnel s'inscrit dans une tradition pédagogique stable. La manière de le concevoir, ses relations avec la vie politique, son contenu ont pourtant beaucoup varié selon les époques. En France, la création du Conseil constitutionnel et la jurisprudence de ce dernier l'ont enrichi d'un volet contentieux substantiel.

[Lire la suite...](#)

Sélection de décisions

Cette rubrique rassemble des décisions QPC rendues par Conseil constitutionnel, ainsi que des décisions de non-renvoi rendues par le Conseil d'État ou la Cour de cassation, retenues ici à raison de leur intérêt procédural ou des thèmes dont elles traitent.

Décisions du Conseil constitutionnel

**Décision n° 2023-1075 QPC
du 18 janvier 2024
Société Europe métal concept**

**Récupération et valorisation
des métaux issus d'une crémation
[Conformité]**

[Lire la suite...](#)

**Décision n° 2023-1076 QPC
du 18 janvier 2024
M. Moussa H.**

**Absence d'obligation légale d'aviser
le tuteur ou le curateur d'un majeur
protégé en cas de déferement
[Non conformité totale - effet différé -
réserve transitoire]**

[Lire la suite...](#)

Décision n° 2023-1079 QPC
du 8 février 2024
Mme Léopoldina P.

Droit à congé payé d'un salarié
en arrêt maladie
[Conformité]

[Lire la suite...](#)

Décision n° 2023-1080 QPC
du 6 mars 2024
Société de la Fontaine

Double degré de juridiction pour
l'examen d'un incident contentieux
relatif à l'exécution
d'une peine de confiscation
[Non conformité totale - effet différé]

[Lire la suite...](#)

Décision n° 2023-1083 QPC
du 21 mars 2024
Communauté de communes
Chinon, Vienne et Loire

Pérennisation d'un prélèvement
minorant la dotation
d'intercommunalité II
[Non conformité totale]

[Lire la suite...](#)

Décision n° 2024-1091/1092/1093 QPC
du 28 mai 2024
M. Diabe S. et autres

Exclusion des étrangers
en situation irrégulière
du bénéfice de l'aide juridictionnelle
[Non conformité totale]

[Lire la suite...](#)

Décisions de non-renvoi

Conseil d'État

Conseil d'État, 16 février 2024,
n° 489634

QPC sur le régime de fermeture d'un
établissement d'enseignement privé
hors contrat

[Lire la suite...](#)

Cour de cassation

Cour de cassation (2^e chambre civile),
18 janvier 2024, n° 23-12.483

Lutte contre la fraude aux prestations
sociales – QPC sur les articles L. 114-
17 du code de la sécurité sociale et
441-6 du code pénal

[Lire la suite...](#)

Conseil d'État, 8 avril 2024,
n° 473502

Précisions sur l'applicabilité au litige
de la disposition contestée au sens de
la QPC

[Lire la suite...](#)

Cour de cassation (chambre
criminelle), 14 février 2024,
n° 23-90.024

QPC sur le délit de conduite après
usage de produits stupéfiants

[Lire la suite...](#)

Conseil d'État, 19 mars 2024,
n° 490347

Un rapport annexé à une loi de
programmation ne peut pas faire
l'objet d'une question prioritaire de
constitutionnalité

Cour de cassation (1^{ère} chambre
civile), 31 janvier 2024, n° 23-18.056

Régimes matrimoniaux – QPC sur
l'article 1413 du code civil

[Lire la suite...](#)

[Lire la suite...](#)

[S'abonner à la Lettre d'actualité de la question prioritaire de constitutionnalité](#)

[Nous contacter](#)

La lettre est éditée par le secrétariat général du Conseil constitutionnel.
Directeur de la publication : M. Jean Maïa, secrétaire général du Conseil constitutionnel



Conseil constitutionnel
2 rue de Montpensier - 75001 Paris

[Se désinscrire](#)